

## LES ENJEUX DE LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Maria João Rodrigues\*

Le Conseil européen du 25 mars a permis de trouver un compromis entre chefs d'Etat sur la solution à apporter à la crise grecque. Il est désormais nécessaire de consacrer la même énergie politique à réviser la gouvernance économique européenne : en l'absence de puissants mécanismes de coordination et de régulation économique et sociale, il est impossible à la fois de poursuivre les réformes structurelles nécessaires, de relancer l'économie européenne et d'opérer la consolidation budgétaire des Etats-membres. Un tel défi requiert des avancées fortes et rapides.

La stratégie de Lisbonne adoptée en 2000 a été la première réponse organisée de l'Europe face à la mondialisation. Son propos central était celui de combiner une économie plus compétitive fondée sur la connaissance et l'innovation avec le renouvellement du modèle social européen. Contrairement aux idées reçues, la stratégie de Lisbonne est loin d'avoir été l'échec complet décrit par certains : certes tous les objectifs n'ont pas été atteints et la mise en oeuvre a été très inégale selon les pays, mais l'Europe a bougé dans la bonne direction, quoique trop lentement.

Aujourd'hui, les défis sont encore plus vastes. La concurrence internationale s'est intensifiée avec l'apparition de nouveaux acteurs mondiaux, les tendances de vieillissement sont beaucoup plus profondes, le changement climatique demande un autre mode de vie et nous sommes encore en train de digérer une crise financière, économique et sociale sans précédent. Dans un tel contexte, la croissance économique ne peut plus être le seul objectif des Européens. Il faut la détourner vers une croissance plus verte, plus intelligente et plus inclusive. L'innovation pour le développement durable est maintenant l'avantage compétitif que l'Europe devrait forger.

Ces priorités stratégiques doivent également être mieux précisées au-delà du langage trop ambigu de beaucoup de sommets européens. L'innovation ne peut se limiter à une élite d'entreprises, de régions et de personnes, si elle doit devenir le moteur central de la création de plus et de meilleurs emplois. L'économie verte ne peut se développer qu'à la condition que le prix relatif des énergies non-renouvelables diminue et que nos modes de consommation, de production et de mobilité se transforment en profondeur. Une société inclusive requiert plus d'emploi, mais aussi moins d'inégalités sociales, qui ne peuvent être combattues par des systèmes de protection sociale actifs et durables.

La coordination ne peut pas se limiter à la consolidation budgétaire, elle doit avoir pour priorité de créer les conditions d'une croissance durable. Comment les Etats-membres peuvent-ils faire face à ces contradictions? Il s'agit d'abord d'éviter de désactiver trop tôt le stimulus budgétaire. Ensuite, de renforcer la priorité accordée par les budgets nationaux à l'investissement et à la création d'emplois, ce qui peut aussi augmenter les recettes publiques et de réduire les dépenses

de protection sociale de manière responsable. Des initiatives visant à promouvoir la part de l'investissement dans les dépenses publiques devraient être coordonnées au niveau communautaire, si l'on veut tirer parti des effets positifs d'entraînement entre les économies européennes. Il faut aussi plus de coordination européenne pour réorienter les impôts vers d'autres sources fiscales, telles que la pollution et les transactions financières.

Finalement, pour qu'à l'avenir la solidarité européenne et la réponse à une crise ne dépende pas d'une intervention extérieure ou de longues tractations politiques, la gestion de la dette souveraine requiert de nouveaux dispositifs. En particulier, comme l'a souligné Guillaume Klossa dans ses mêmes colonnes (Le Figaro du mardi 16 mars 2010), il faut créer un mécanisme crédible de solidarité et de supervision des finances publiques nationales. En plus, il faut développer de nouveaux instruments pour financer les investissements de long-terme requis par la transition vers une économie plus verte, intelligente et inclusive: des Eurobonds devraient être lancés avec cet objectif spécifique, en vue notamment de permettre à l'Union de financer des projets d'investissement en matière d'infrastructures, d'énergie renouvelable, d'éducation ou de santé.

Sans ces nouvelles impulsions dans les politiques internes européennes, la mise en oeuvre de la stratégie économique de l'Union européenne qui vient d'être proposée pour les 10 ans à venir souffrira d'un handicap permanent et courra à l'échec.

Le Traité de Lisbonne ouvre de vraies opportunités pour améliorer la gouvernance de l'Union et en faire une vraie puissance démocratique. Les leaders européens doivent se montrer capables de donner cette nouvelle impulsion.

-----  
\*Ancienne Ministre, conseillère spéciale de l'Union européenne pour la stratégie de Lisbonne et négociatrice du Traité de Lisbonne, Maria João Rodrigues est administratrice d'EuropaNova.

**Formatada:** Tipo de letra:  
Times New Roman

**Formatada:** Tipo de letra:  
Times New Roman

**Formatada:** Tipo de letra:  
Times New Roman

**Formatada:** Tipo de letra:  
Times New Roman